

Dans la continuité des journées d'études organisées au sein du CREHS (EA 4027) de l'Université d'Artois en 2010 et qui ont porté sur *Le coût des études, ses implications scolaires, sociales et politiques*, montrant l'importance et la diversité des contributeurs à la dépense d'éducation, la complexité des montages financiers et des modalités de financement des réalités scolaires, tout en analysant les politiques d'aide ou d'exemption des droits pour les élèves et les étudiants ainsi que leurs implications sociales multiples, il s'agit cette fois d'étudier les liens qui existent entre les structures éducatives et les réalités économiques mais en faisant le choix de décaler l'angle d'approche pour l'externaliser, adoptant le regard du fournisseur de services pour lequel l'éducation est un marché à satisfaire. L'acte éducatif en effet, même s'il a pour finalité un but désintéressé – qui peut être le développement maximal des aptitudes de tout être humain – exige un certain nombre de locaux, de supports et de matériels pédagogiques que doivent fournir diverses entreprises spécialisées ou généralistes. Sur la longue durée, au travers des dix-huit contributions proposées dans ce numéro spécial de la *Revue du Nord*, et qui reprennent les journées arrageoises de 2011, se dégagent certaines constantes. La présence d'une institution scolaire ou universitaire apparaît bien pour l'espace qui l'accueille comme un enjeu économique majeur par l'importance et la variété du « marché éducatif » à satisfaire, que l'on songe simplement ici aux bâtiments à construire ou à entretenir, aux bibliothèques à fonder et à enrichir ou aux élèves et étudiants à nourrir et à loger. L'édition scolaire et les objets pédagogiques, sous toutes leurs formes, alimentent également un commerce important. Entre « l'État et le marché », le secteur scolaire et universitaire apparaît parfois assez spécifique par les contraintes imposées par le Ministère, même si les logiques mercantiles existent assurément. L'existence d'une offre éducative marchande privée face aux établissements publics, les possibles « guerres tarifaires », le développement des entreprises de soutien scolaire témoignent de la force de ce marché éducatif. Le monde patronal, les entreprises, les chambres de commerce ne sont pas indifférents, loin de là, à cette nécessité éducative et investissent souvent le champ scolaire et universitaire, en créant leurs propres structures de formation ou en soutenant les institutions existantes comme le firent longtemps les compagnies minières en lien avec la faculté des sciences de Lille. Des liens étroits, pas toujours dénués d'ambiguïté, se tissent alors, même si la mesure du « retour sur investissement » est souvent difficile à mesurer. On perçoit ici toute l'actualité des évolutions historiques dégagées.

Table des matières

Jean-François CONDETTE, Introduction. L'école, une bonne affaire ? le « marché » scolaire et universitaire, ses acteurs et ses spécificités. Les marchands à la conquête du temple éducatif ?.....	7
<i>L'École dans la ville : des intérêts bien compris ?</i>	
Philippe MOULIS, Le collège de l'Oratoire de Boulogne-sur-Mer de sa fondation à la Révolution et ses liens avec l'environnement local (XVII ^e -XVIII ^e siècles)	37
Matthieu FONTAINE, Le jardin Notre-Dame à Saint-Omer, une institution d'éducation des filles dans une ville et sa campagne (fin XVII ^e -XVIII ^e siècle)....	59
Véronique CASTAGNET, Les catalogues des bibliothèques, reflet du commerce des livres au profit des établissements scolaires durant les XVI ^e -XVIII ^e siècles. Réflexion menée à partir des archives des collèges jésuites de la France du Nord.....	73
François ROBERT, Politique de financement et coûts de construction des groupes scolaires à Lyon de 1870 à 1914.....	89
Jean-François CONDETTE, La construction et le développement du quartier latin lillois (1887-1914). Une bonne affaire ?.....	111
<i>L'École et les milieux économiques</i>	
Johann-Günther EGGINGER, L'enseignement agricole et horticole dans les écoles normales de France septentrionale : un marché lucratif pour les entreprises ? (1851-1923).....	147
Antoine MATRION, Les financements de la faculté des Sciences de Lille par les compagnies minières : un simple échange de bons procédés ?.....	169
Ludovic LALOUX, Aux origines de la fondation en 1893 de l'École nationale des industries agricoles de Douai : intérêts et enjeux pour l'agriculture et l'agroalimentaire.....	189
Francis MARCOIN, Livre unique, livre multiple ou de la philanthropie au capitalisme	197
Jérôme MARTIN, Recruter et former la main-d'œuvre. La place du patronat dans le mouvement d'orientation professionnelle (1920-1940)	211
Emmanuel QUENSON, L'implication du patronat dans la formation. Quel retour sur investissement ? L'exemple de Renault et de son école d'apprentissage.....	233
Jean-François GREVET, Quand le monde de l'entreprise œuvre pour des réformes scolaires. Le cas du ramassage scolaire dans la France du <i>Baby-Boom</i>	249

Sylvie ZENOUDA, Collèges et lycées, enjeux d'une politique volontariste de constructions scolaires en France de 1962 à 1973	275
<i>Le marché scolaire et ses concurrences</i>	
Jérôme KROP, Apogée et déclin des institutions privées laïques dans le département de la Seine : usages sociaux de l'enseignement privé et concurrence scolaire (1850-1901)	299
Philippe MARCHAND, Institutions et pensions dans l'académie de Douai (1840-1850). Une concurrence pour l'enseignement secondaire public ?.....	313
Stéphane LEMBRÉ, La sténo, l'association et l'entreprise. Le marché convoité des cours de sténographie et de dactylographie des années 1890 aux années 1930	333
Françoise HIRAUX, Le financement des universités, instrument problématique du développement de la Communauté française de Belgique (1965-2010).....	349
Dominique GLASMAN, L'école, une bonne affaire ? Les offres marchandes à la périphérie de l'école	367
Résumés (français, anglais)	379
Table des matières	393